



Syndicat Autonome
des Enseignants de
Mayotte



Destinataires : rubriques éducation des médias

Objet : APPEL À LA MOBILISATION POUR DÉFENDRE LA FONCTION PUBLIQUE

Alors que les mesures néfastes pour l'Éducation nationale se succèdent à un rythme effréné, une nouvelle loi, dont le projet a été dévoilé le 13 février dernier, menace cette fois de mettre à mal la Fonction publique française dans son ensemble.

La lecture du projet montre que cette loi dite « de la transformation de la fonction publique » a pour objectifs :

- de libéraliser les différents secteurs des Fonctions publiques hospitalière, territoriale, et de l'enseignement, qui résisteraient encore à la logique du profit et de la concurrence,
- de permettre conjointement d'importantes économies budgétaires à tous niveaux, en déréglant les services publics.

La loi constituerait ainsi une attaque sans précédent contre les statuts, le paritarisme, les droits des fonctionnaires et ceux de leurs syndicats. Il s'agit bien ici de supprimer les acquis et protections obtenus après la Seconde Guerre Mondiale et de remettre totalement en cause le modèle français de la Fonction publique.

Une telle remise en cause passe notamment par la réduction drastique des attributions et prérogatives des Commissions Administratives Paritaires, qui constituent pourtant la pierre angulaire de la défense individuelle et collective des agents et qui garantissent la transparence des opérations de gestion des carrières et l'égalité de traitement.

Elle passe aussi par des mesures destinées à assouplir et à encourager le recours massif aux contractuels, par le biais d'un nouveau type de contrat précaire dit "Contrat de projet", ne prévoyant aucune garantie ni une réelle formation pour l'agent.

L'adoption de la loi serait prévue en juillet et son application envisagée dès janvier 2020 ! C'est donc une guerre éclair qui est déclarée à tous les fonctionnaires et à tous les usagers présents et à venir du service public !

En conséquence, la Fédération Autonome de l'Éducation Nationale (FAEN) et ses syndicats appellent l'ensemble des personnels à prendre conscience de la gravité de la situation et à se mobiliser contre le projet de loi pour faire échec aux projets du Gouvernement.

La FAEN appelle à la mobilisation et aux manifestations prévues pour la journée du jeudi 9 mai 2019.

Norman GOURRIER
Co-Secrétaire Général de la FAEN

Contact : 06 72 85 74 75